

Communiqué de presse – 14 novembre 2012, 15 heures

Après les manifestations du 14 novembre, préparons une grève européenne !

Mercredi 14 novembre 2012, des millions d'européen-nes se sont uni-es pour agir ensemble contre l'austérité. Des manifestations se sont déroulées dans toute l'Europe, une centaine en France. Des grèves interprofessionnelles ont eu lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre, à Malte. Des grèves sectorielles étaient organisées en Belgique, en France, ...

Nous n'en sommes pas à une grève européenne. Mais l'initiative est importante car elle marque une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de forces au niveau européen, permettant de s'opposer aux politiques d'austérité que patronat et gouvernements infligent aux salarié-es, uniquement pour garantir les profits d'une petite minorité.

La « crise » n'est pas un phénomène extranaturel ; c'est simplement l'état actuel du système capitaliste. Pour maintenir leurs marges bénéficiaires, pour continuer à s'en mettre plein les poches, actionnaires, banquiers et autres profiteurs ont besoin d'attaquer très fortement tous les droits sociaux que nous avons acquis lors des luttes sociales passées.

Les institutions européennes, les traités européens, ne nous protègent pas ; au contraire, ils ont été créés pour soutenir celles et ceux qui gouvernent.

Nous voulons construire un autre avenir, basé sur la satisfaction des besoins de tous, possible avec à une redistribution différente des richesses que nous produisons dans le monde. Les grèves et les manifestations du 14 novembre sont une étape. **Pour l'Union syndicale Solidaires, une grève européenne est nécessaire et nous y travaillons avec nos partenaires, notamment du réseau européen des syndicats alternatifs et de base ;** mais notre volonté est d'y associer toutes les organisations syndicales qui refusent l'austérité capitaliste.

En France aussi, l'Union syndicale Solidaires appelle à l'unité de tous les collectifs syndicaux qui refusent la rigueur que le gouvernement veut imposer aux salarié-es, et qui combattent le chômage, la précarité et la flexibilité, ces fléaux sociaux que le patronat généralise.